

Le 22 août 2006

Journée de l'économiesuisse – 1^{er} septembre 2006
Intervention d'Ernest-Antoine Seillière, Président de UNICE

Verehrter Herr Präsident,
Verehrter Herr Bundespräsident,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Es ist eine große Freude für mich heute vor ihrer Versammlung reden zu dürfen, und ich möchte mich ganz herzlich bei Ueli Forster bedanken, der die Initiative hierfür ergriffen hat.

Seit langem hege ich eine starke Bewunderung für Ihr Land. Denn hat es nicht eine nationale Organisationsform geschaffen - die Konföderation -, die die Identität und Besonderheiten seiner Kantone vollständig respektiert?

Für die Europäische Union ist dies ein historisches Vorbild für die Fähigkeit in Europa, im Respekt verschiedener Sprachen und Kulturen, eine institutionelle und politische Dimension zu schaffen, die zu internationaler Existenz, zu wirtschaftlichem Erfolg und sozialem Gleichgewicht führt.

Trotz seiner bescheidenen Größe hat Ihr Land in vielen Bereichen der Industrie, der Finanzdienstleistungen, der Wissenschaften und der Dienstleistungen die Weltspitze erreicht. Sie sind die

erfolgreichen Vertreter dieser Bereiche und können mit voller Berechtigung stolz darauf sein.

Ajouterai-je que j'ai épousé une de vos compatriotes genevoises ce qui a donné à mes enfants la nationalité suisse. Ceci depuis qu'une votation opportune a reconnu à la femme suisse les mêmes droits à transmettre la nationalité qu'à l'helvète mâle. J'ai donc eu largement l'occasion de mesurer la gamme des qualités et des valeurs de votre société et de les admirer.

J'ai lu avec attention le remarquable document publié par economiesuisse en 2006 et qui rend compte de l'action de votre organisation. Ayant eu la responsabilité du MEDEF, l'organisation des entrepreneurs français, je mesure également l'ampleur de votre tâche et le sérieux de vos travaux. J'apprécie également en tant que Président de la Confédération européenne des entreprises (UNICE) votre contribution à nos travaux et à notre réflexion au niveau de l'Union Européenne.

En un mot, comme en cent, chers amis entrepreneurs suisses, je suis très heureux d'être ici.

Je pense que ce que je peux faire de plus utile aujourd'hui avec vous est de réfléchir à l'état de la Construction européenne de point de vue des entreprises.

En effet, la Confédération européenne des entreprises a cette mission. Elle rassemble 39 organisations nationales représentant 33 pays européens – puisque quelques pays comme le vôtre font une distinction entre les organisations en charge des questions économiques et celles qui suivent les questions sociales.

Elle a trois rôles principaux :

- La détermination d'une position commune, si possible, pour faire entendre le point de vue des entreprises sur tous les sujets qui les concernent traités par les institutions européennes, et ils sont innombrables ;
- Le dialogue social au niveau de l'Union Européenne avec la Confédération européenne des syndicats ;
- La position des entreprises sur l'orientation stratégique et l'organisation de notre continent.

Et je pense que dans ce domaine aujourd'hui, le rôle de notre Confédération européenne, qui représente par l'intermédiaire de ses membres, plus de 20 millions d'entreprises doit avoir un poids essentiel.

La position prise par votre pays qui s'est souvent posé la question de son appartenance à l'Union européenne et qui en a préféré l'établissement d'une relation bilatérale très complète donne à ce sujet une importance particulière.

En effet, l'Union européenne est en crise. Pas une crise violente sur un sujet précis comme en ont connu beaucoup et pour laquelle on est toujours parvenus à trouver des solutions. Il s'agit plutôt d'une crise plus fondamentale. A la suite des referenda négatifs de la France et des Pays-Bas à propos du Traité constitutionnel Européen, l'Union européenne est un véhicule lourd et complexe en panne de carburant et dotée d'un conducteur ensommeillé. A l'heure où le monde entier connaît l'ambition et l'excitation de la croissance mondiale, l'Union européenne attend l'heure des initiatives qui réaffirment le projet et la mission d'une organisation continentale.

Notre organisation a réuni les Présidents de ses membres à trois reprises : à Londres, Paris et Vienne pour traiter notamment de cette question fondamentale : quelle est la position des entreprises devant cette situation ?

Nous avons le choix entre deux attitudes :

La première attitude possible est celle d'une réelle indifférence.

Après tout, les entreprises démontrent quotidiennement leur capacité à la conquête, aux changements et à la réussite dans l'économie en voie de mondialisation. Elles sont devenues parfaitement capables de s'adapter à l'environnement politique, juridique, financier. Les entreprises suisses qui ne sont pas dans l'Union n'ont rien à envier en termes de compétitivité, de présence sur le marché européen et de dynamisme mondial à leurs consœurs de l'Union. Si par suite d'une incapacité politique à accentuer

l'insertion économique européenne dans l'Union, on devrait en rester au stade actuel, les entreprises européennes s'adapteront pour saisir les opportunités de croissance qui se présentent à elles.

La seconde attitude possible est celle d'une réelle impatience. Nous sommes en effet tous convaincus que la construction progressive de l'Europe à 25 a eu des effets majeurs sur la croissance et l'emploi en Europe et que nous avons tout à gagner à reprendre vigoureusement la marche en avant de la constitution européenne.

Je l'ai dit tour à tour, au nom de tous nos membres, aux trois présidents que j'ai rencontrés depuis que j'exerce mes fonctions, Tony Blair, Wolfgang Schäuble et Matti Vanhanen.

Le rapport de force économique dans le monde au 21^{ème} siècle commande que l'Europe s'affirme dans la compétition mondiale. Elle n'y parviendra que si elle réaffirme et met en œuvre une relance de sa construction qui permettra à la compétitivité européenne de progresser pour la croissance, l'emploi, l'innovation, la formation,... C'est la seule manière pour notre partie du monde de compter dans l'organisation mondiale où se sont établis des acteurs puissants ou en voie de le devenir tels que les Etats-Unis, le Japon, la Chine, l'Inde et bientôt le Brésil et la Russie. Chacun d'entre eux rassemble d'autres pays dans leur zone d'influence.

Avec l'actif concours d'Economiesuisse et de votre Président, Ueli Forster, nous avons défini pour notre organisation les six priorités de politique européenne que je souhaite à présent développer devant vous.

I will mention these 6 priorities to you and will take them one by one for some more comments:

- implement the reforms for growth and jobs;
- integrate the European market;
- govern the EU efficiently;
- fight national protectionism;
- take advantage of the opportunities of enlargement;
- reform European social systems to make them sustainable.

1 – Implement the reforms for growth and jobs:

As you know, in March 2000 in Lisbon, heads of state and governments have defined a very ambitious but very accurate 10-year strategy based essentially on the improvement of Europe's competitiveness. We know that after the mid-term, we are very far from the goals set in Portugal.

The gap with our competitor countries has even widened since then. Over the last five years, growth in the Euro area was 1.3% against 2.6% in the US. Moreover, the so-called "emerging" economies are overtaking us: in 2005, the size of China's GDP had reached the size of the Eurozone's. Barroso's Commission has refocused the

Lisbon Strategy to concentrate it on growth and jobs. This was what UNICE was asking for when we published our “Business vision for Europe – growth, jobs and prosperity for our future” in 2004.

But even a refocused strategy can only be successful if the member states themselves decide to proceed to the necessary structural reforms. Some have done it due to the difficult circumstances they had to face, such as Finland for instance, which went through a turnaround after the collapse of the Soviet Union in the early nineties. Now this country is considered as one of the most competitive in the world. But when I met with the Prime Minister of Finland – and current President of the European Council – beginning of July, he mentioned he needs for his country to pursue the effort of reforms.

As the business community, we should therefore urge all the national governments, from the member states as well as from the associate countries to act and adapt their policies in order to be able to face the global Competition, the technological challenges and the ageing demography. I feel encouraged when Chancellor Angela Merkel who will be next President of the Council declared very recently that “the biggest lie of all would be to say that (Germany) needs no, or only very limited, changes”. “Change is necessary” she said “because the world is changing”.

2 – Integrate the European market

The integration of the European market creating one single market for people, goods, services and capital is essential.

It creates synergies companies need, it offers a larger choice to customers, it is an appropriate answer in a global world competition. It has created approximately 2.5 million jobs over the last 15 years. However, if Europe wants to move ahead of the global competition, we now need to move up a gear, and create a market in which companies can move as freely as, for example, in the different states of the US.

It is therefore that we were so anxious to create a single market for services. Looking at the efficiency of the services sector in the US, it becomes clear that huge productivity gains can still be made in European services. This is certainly easy to understand in a country such as Switzerland. We have now a proposal for a service directive that is far from perfect, but it is also now up to us to make the best of it.

3 – Govern the EU efficiently

The governance of the EU has been shaken by the negative referenda last year in France and in the Netherlands. The challenge today is to solve the EU institutional problems arising with 25 members today, 27 and more tomorrow.

It is not the first time the EU is going through difficult times but it is probably one of the worst. The crisis comes at a time when the EU is confronted with enormous challenges linked to demographic ageing, technological change and globalisation. The most difficult thing now is to recover European citizens' and companies' confidence in the European Union project.

It is not up to business leaders to find the political solutions, but it is our duty to call for these solutions urgently.

4 – Fight national protectionism

The fight against national protectionism is part of the internal market strategy. I think it is important to underline this, especially because we have seen some attempts from larger countries to protect their companies against mergers and acquisitions coming from outside.

The concept of “national champions” is not the answer, nor is the intervention of governments in business mergers. It is up to stakeholders – taking into account the interest of the company – to take that kind of decision. It is also in this context that I would like to touch on the WTO negotiations. For our countries the failure of the negotiations is unacceptable. We are an open economy, we export a lot all over the world. With around 20% share in global imports and exports Europe's economy participates in the world development and, moreover, its own future prosperity depends on it. The EU is

the leader in many of the largest exporting sectors, including pharmaceuticals and chemicals. The global companies of Swiss origin, who make only a tiny proportion of their revenues in Switzerland, know this better than anyone. We are therefore in favour of a multilateral approach, but one that really opens the markets for goods and services. It cannot be accepted that agricultural problems dominate trade issues. It cannot be accepted that important emerging economies don't want to open more their market access. We still do hope that the Doha Round can be finalised on acceptable conditions. It is generally accepted that a successful outcome of this Round would increase EU exports by 2.5%. But already now we have urged the Commission to start the examination of a bilateral approach and negotiate free trade agreements with some countries or regions.

5 – Take advantage of the opportunities of enlargement

The enlargement to the 10 new member states has been positive for the economy, also for the Swiss one. There are still currently more exports from West to East than the opposite. There were more jobs created in the West from the increase of exports, than losses as a result of delocalisation of activities. And we must congratulate the Swiss citizens for having accepted the extension of the Shengen regulation to the new members of the European Union, thus demonstrating the potentially positive effects of the enlargement for the Swiss economy. The growth pattern from the new member states is also a boost for the European countries – Switzerland

included - The average growth of the new member states is 4.8% whereas it is 2 % in the former EU of 15!

6 – Reform European social systems to make them sustainable

Finally the sixth priority is the reform of the social systems. We need not debate whether there is more than one social model in Europe, what is important to accept also for the business leaders is that, when there is economic growth, when productivity improves, part of it must be used to create more solidarity and to support the social welfare. But today the sustainability of the social systems is at stake. Given the rapid ageing of Europe's population, it has been calculated that government debt in the EU15, which is currently at 45%, would explode to 180%, if nothing was changed. Each member state, each European country must tackle this challenge on its own. But a delay in one country has consequences for the others. Because it is also proven that sound macroeconomic policies foster growth rather than the opposite.

Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

Voilà les priorités que nous allons poursuivre tous ensemble, UNICE et ses membres dans les prochains mois. Dans le cadre de notre budget 2007 nous examinerons – à l'image de ce que fait Economiesuisse sur une plus grande échelle – comment faire campagne pour que nos idées soient débattues et retenues.

Je suis fermement convaincu que le rôle d'UNICE – la Confédération des entreprises européennes – peut encore se renforcer davantage. Il le sera si nous sommes à même de faire des propositions concrètes et si chacun d'entre vous soutient notre action.

Les chefs d'entreprise – certains le font – pourraient se distancier de l'Europe, gérer leur affaires sans tenir compte du fonctionnement de l'Union européenne. Pour ma part, je suis convaincu, au titre de Président de UNICE, mais aussi en tant que chef d'entreprises que cela serait une grave erreur.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de régler tel ou tel problème de fonctionnement des institutions européennes. Il s'agit de mettre en place des structures et des politiques qui permettront à l'Europe de tenir son rang dans le monde.

Ceci n'est pas uniquement une question économique, c'est un défi politique que nos dirigeants devront relever et qu'ils sont seuls à pouvoir faire.

Le 17 octobre prochain lors de notre journée UNICE, nous nous poserons la question pourquoi les entrepreneurs s'intéressent à l'évolution de l'Europe – Why do companies care about Europe ?

Nous recevrons à Bruxelles les personnalités les plus marquantes pour répondre à cette question. Nous voudrions par une présence massive de chefs d'entreprise faire pression pour que des décisions favorables soient prises le plus rapidement possible.

La présence le 17 octobre prochain d'une large délégation Suisse serait d'un grand soutien pour UNICE et pour l'action que je conduis, et démontrerait à quel point les industriels de votre pays s'intéressent à l'évolution de l'Union européenne.

Lorsque je présidai le MEDEF, j'avais coutume de terminer mes allocutions par les mots «En avant les entreprises ». Aujourd'hui, je peux réitérer cela au nom de toutes les entreprises européennes : En avant !
